

Depuis quelque temps, des pressions formidables sont exercées sur l'Inde pour qu'elle s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Ces arguments sont essentiellement de deux types : le premier dit que les émissions du pays augmenteront probablement beaucoup à l'avenir et annuleront ainsi tout gain jusqu'à présent invisible pouvant être issu des mesures d'atténuation prises par les pays industrialisés. Le deuxième porte essentiellement sur les désavantages compétitifs auxquels les pays développés pourraient être confrontés si de grands pays en développement comme l'Inde n'adoptent pas d'objectifs de réduction des émissions.

Ces deux arguments sont fallacieux. En insistant sur l'avenir, les pays de l'Inde et les pays industrialisés se débarrassent de leurs responsabilités historiques et refusent d'être tenus responsables des dommages qu'ils ont déjà infligés au système climatique de la Terre. L'incertitude de l'avenir est illustrée avec éclat par la crise financière imprévue que nous vivons actuellement. Ce qu'il faut mettre au point, c'est un mécanisme pour fixer les responsabilités historiques de manière dynamique, les intégrer sur la durée de vie des gaz à effet de serre et les pondérer selon le nombre d'habitants. Les pays prendraient alors des engagements proportionnels à leur responsabilité historique, telle que définie plus haut, vis-à-vis du problème des changements climatiques. Ce mécanisme serait juste et équitable et laisserait l'espace nécessaire à des pays comme l'Inde pour qu'ils se développent de manière responsable.

L'argument des désavantages compétitifs qui pourraient être infligés à l'industrie des pays de l'Inde n'est pas recevable car la

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tient les pays et non les secteurs responsables et attend des pays qui se sont enrichis au dépend du système climatique qu'ils fassent les frais de la résolution du problème qu'ils ont créé. La philosophie qui sous-tend le principe du pollueur-payeur. Dans ce contexte, les pays de l'Inde ne pouvaient s'attendre, de manière réaliste, à ce que les mesures de correction soient gratuites. Ils ne devraient pas non plus s'attendre à ce que les pays qui ne sont pas à l'origine du problème fassent preuve d'altruisme et contribuent à créer aujourd'hui les règles du jeu équitables qui n'existaient pas hier. C'est le juste retour des choses qui offre au pays moins développés un petit espoir de fortifier leur croissance. Cet espoir ne saurait être grevé parce qu'il faudrait endosser, une fois encore, le fardeau des riches.

Il est clair que l'Inde a connu un taux de